

Accords fiscaux—Loi

un besoin qu'elles sont bien obligées de combler. Or, la plus grande partie du manque à gagner des provinces devra être comblé par les gouvernements provinciaux qui n'ont guère le choix d'effectuer ou non de telles dépenses. Mais le gouvernement fédéral et le Parlement ont le choix. C'est donc à nous de décider et c'est aujourd'hui, ou lorsque nous mettrons cette mesure aux voix, que nous devons le faire.

Permettez-moi de citer M. Donald Savage, président de l'Association canadienne des professeurs d'université. Voici ce qu'il a déclaré à propos de la proposition fédérale:

Une telle mesure entraînerait des réductions excédant de près de 20 p. 100 celles décrétées par les libéraux, réductions auxquelles se sont opposés les conservateurs à l'époque.

N'est-ce pas étrange, je vous le demande? Les conservateurs ont voté contre une mesure libérale qu'ils remplacent maintenant par des compressions de 20 p. 100 plus élevées. Qu'est-ce qui ne tourne pas rond chez eux? Leur seule constance, c'est d'être toujours inconstants. Je ne saurais mieux les décrire.

● (1650)

Je vais prendre une minute pour lire des passages d'un discours du député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) que j'ai retrouvé dans le *Hansard*. Voici ce que disait le député lorsqu'il siégeait dans l'opposition:

Nous devons développer nos capacités intellectuelles. Notre système d'enseignement postsecondaire est l'endroit tout indiqué pour le faire. Il nous faut mettre à profit nos universités et nos collèges d'enseignement général et technique. Si nous ne formons pas les jeunes Canadiens, ils ne pourront pas faire face à la concurrence dans ce monde axé sur la technologie de pointe, ils devront s'en remettre à la technologie étrangère et nous aurons alors de véritables coupeurs de bois et porteurs d'eau qui auront un niveau de vie semblable à celui de la Corée du Sud et de Taiwan.

Le député tenait ces propos en exhortant la Chambre à adopter une mesure législative qui assure un financement suffisant pour notre système universitaire et pour les autres services dont nous avons besoin. Qu'est-il arrivé à ce député? Pourquoi ne vient-il pas à la rescousse de nos universités? Il a perdu l'usage de la parole.

Ce ne sont pas seulement les gens qui veulent distribuer à profusion les deniers publics qui réclament qu'on dépense davantage pour nos universités. J'aimerais citer un extrait d'un éditorial paru dans le *Star Phoenix* du 24 août 1985 au sujet des besoins des universités:

Quand un organisme aussi conservateur et influent que la Chambre de commerce du Canada conseille vivement au gouvernement de dépenser davantage, il vaut la peine de le noter. La Chambre de commerce fait depuis des années pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il réduise son déficit et consolide son endettement.

La Chambre, qui compte environ 165,000 membres dans l'ensemble du pays, des exploitants de petits magasins de quartier aux patrons de grandes sociétés manufacturières, a toujours très bien accueilli toute manifestation de la volonté d'Ottawa de restreindre ses dépenses. Cette semaine par contre, le président de la Chambre, Roger Hamel, a exhorté le ministre des Sciences et de la Technologie, Tom Siddon, à consacrer davantage aux universités. Il a dit que les milieux d'affaires s'inquiétaient de plus en plus de constater qu'en raison de la réduction des crédits à l'enseignement postsecondaire, les universités seront dans l'impossibilité de répondre à la demande de recherche et de développement voire de donner une instruction de base suffisante aux étudiants.

Voilà les propos d'un groupe conservateur. Tous les députés des deux côtés de la Chambre seront certainement d'accord sur

ce point. Ce groupe exhorte le gouvernement et le Parlement à consacrer plus de crédits à l'enseignement postsecondaire. Je demande à tous les députés d'en prendre note.

Je voudrais rafraîchir également votre mémoire, monsieur le Président, à propos d'un discours sur le même sujet prononcé par la députée de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) lorsqu'elle était dans l'opposition. Voici ce qu'elle a dit:

Ses répercussions ne sont peut-être pas immédiatement perceptibles pour le gouvernement fédéral mais elles crèvent les yeux des milliers d'étudiants de niveau postsecondaire et des centaines de personnes qui enseignent dans nos collèges communautaires et nos universités. Elles sont en fait effarantes.

C'est tiré de la page 823 du *hansard*. Voilà ce que disaient les conservateurs lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition.

Pour terminer, je voudrais rappeler à la Chambre que le gouvernement a fait plusieurs promesses aux Canadiens. Dans le livre des promesses auquel je me reporte souvent, le gouvernement a également pris des engagements concernant la recherche et le développement. Il a dit qu'il doublerait le budget de la recherche et du développement pour le porter à 2.5 p. 100 du produit national brut au cours des quatre premières années de son mandat. Mais qu'a-t-il fait en réalité? Il réduit le financement des universités qui se livrent à cette recherche tout en essayant de nous faire croire qu'il souhaite tenir les engagements qu'il a pris envers les Canadiens.

[Français]

Monsieur le Président, nous, du parti libéral, nous ne sommes pas en faveur de ce projet de loi. Nous avons l'intention de continuer à indiquer dans cette Chambre à tous les Canadiens que nous n'avons pas l'intention d'appuyer de telles mesures. Nous faisons maintenant appel à tous les députés, des deux côtés de la Chambre, pour prendre l'initiative nécessaire, pour convaincre le ministre des Finances (M. Wilson) de retirer ce projet de loi, et si le ministre des Finances refuse, tous les députés devraient se faire un devoir de voter contre cette loi immédiatement.

[Traduction]

Mme Jewett: Monsieur le Président, le député peut-il me rappeler la date exacte du discours de la députée de Kingston et les îles (M^{lle} MacDonald), s'il la sait?

M. Boudria: Oui, monsieur le Président, et je remercie la députée de cette question. J'aurais dû vous le signaler, monsieur le Président, bien que vous avez certainement, à l'instar de tous les députés, un souvenir encore très précis de ce discours. Au cas où quelqu'un voudrait lire ce discours très important qu'a fait la députée de Kingston et les Îles lorsqu'elle était dans l'opposition, il se trouve dans le *hansard* du 27 janvier 1984. Le discours du député de Mississauga-Sud se trouve à la page 816 du *hansard* et les remarques que j'ai citées ensuite et qui viennent également du député de Mississauga-Sud se trouvent à la page 818. Je sais que la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett) s'attend à ce que je commente un peu le discours de la députée de Kingston et les Îles qui a dit, comme le rapporte le *hansard*, à la page 824: